

Appel à Expression d'Intérêt

pour les organismes de recherche en Afrique Sub-Saharienne
pour la conduite de projets de 12 mois étudiant
l'efficacité de l'aide au développement du point de vue des pays
receveurs

Le « Global Development Network » (GDN, Réseau de Développement Mondial, en français) lance une nouvelle édition du programme « Global Research Competition » (GRC) sur le thème de l'efficacité de l'aide en Afrique Sub-Saharienne (ASS), se focalisant sur les secteurs de la santé et de l'agriculture. Des équipes de jeunes chercheurs professionnels venant d'universités, centres de recherche indépendants, think tanks, réseaux et consortiums basé en Afrique sont invités à soumettre une Expression d'Intérêt (EDI) en se concentrant sur l'un des deux secteurs, et au moins deux pays, pour un projet de recherche se concluant au cours d'une période de 12 mois entre fin 2016 et fin 2017.

Après une première sélection, les équipes présélectionnées seront invitées à soumettre leurs propositions finales au mois de septembre 2016, et auront accès à du soutien académique de qualité ainsi qu'en gestion de projet pour finaliser leur plan de recherche à l'automne 2016. Une bourse de recherche d'un montant maximum de 24 000 U.S. dollars sera attribuée jusqu'à un total de 4 institutions.

La date limite pour la soumission de l'Expression d'Intérêt est le 11 septembre 2016 à minuit heure de Nairobi (GMT+3). Les détails de l'appel sont les suivants :

Sujet	L'expérience de l'efficacité de l'aide des pays receveurs en Afrique Sub-Saharienne
Sous-Thème	<ul style="list-style-type: none"> • Le secteur agricole (y compris productivité, technologie et innovation) • Le secteur de la santé (y compris développement d'infrastructures, renforcement des systèmes de santé, et provision de services)
Montant de la Bourse	24 000 dollars U.S. (USD)
Nombre de Bourses	Quatre
Critères d'Éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> • Institutions basées en Afrique • Les équipes doivent être composées de citoyens de pays en développement¹

¹ Défini comme pays à revenu faible et moyen selon la classification de la Banque Mondiale

	<ul style="list-style-type: none"> • Les membres des équipes doivent avoir récemment fini un doctorat (PhD) en sciences sociales (en 2011 ou plus récemment)
Date de Publication de l'Appel à Expression d'Intérêt	Le 9 août 2016
Date limite pour la soumission des Expressions d'Intérêt	11 septembre 2016
Date d'invitation des organisations présélectionnées	16 septembre 2016
Annonce de la subvention	11 novembre 2016
Début de la période de recherche	Mi-décembre 2016

Domaine: l'expérience avec l'efficacité de l'aide dans les pays receveurs en Afrique Sub-Saharienne

L'émergence de partenaires du développement en dehors des acteurs du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE, ou acteurs « non-CAD » (« non traditionnels », « émergents », ou « nouveaux »), dans l'environnement complexe de l'Afrique Sub-Saharienne est devenu un thème à part entière dans les débats sur le présent et le futur de l'aide internationale. Bien que nombreux de ces acteurs aient été actifs depuis des décennies, l'émergence de géants à croissance forte comme la Chine, l'Inde et le Brésil ; de puissances régionales comme l'Afrique du Sud et l'Arabie Saoudite ; et de pays connaissant une industrialisation rapide comme la Thaïlande et la Turquie ; ainsi que celle d'anciens états socialistes, comme la Russie, la Pologne et la République Tchèque, font état d'un large changement de paradigme dans le secteur du développement – la Chine en particulier jouant un rôle croissant en rapport aux bailleurs OECD-CAD sur le continent africain. Avec ce changement d'acteurs, on voit aussi une diversification croissante de la nature des flux financiers, ainsi que des modalités, canaux et instruments utilisés pour fournir de l'aide en ASS.

En conséquence, la question du « est-ce que » (et plus encore – « dans quelles conditions ») l'aide peut-elle effectivement impacter le développement socio-économique de l'ASS est aujourd'hui plus importante et difficile à traiter que jamais. Deux éléments historiques en particulier émergent comme majeurs dans le débat actuel sur l'efficacité de l'aide.

Le premier est que les mesures actuelles de l'efficacité de l'aide restent contestée, y compris d'un point de vue méthodologique. Les critiques pointent à ce que la préférence établie pour l'analyse macro de l'impact de l'aide contraste sévèrement avec la façon dont l'aide est allouée, versée, et en particulier implémentée. Nombreux sont ceux qui avancent l'argument qu'une analyse macro ne peut tenir en compte des spécificités sectorielles, ni du niveau micro des pratiques de mise en œuvre de l'aide, ne faisant ainsi pas la lumière sur **quels canaux, instruments et modalités fonctionnent ou pas, ou pourquoi, à travers la diversité de bailleurs de fonds grandissante**. Une profondeur historique et un niveau riche de détails manquent souvent à l'analyse macro pour réellement capturer les conditions de mise en œuvre de l'aide au développement.

Deuxièmement, malgré des enjeux très élevés, **les receveurs d'aide ont peu ou pas de voix dans le débat mondial sur l'efficacité de l'aide au développement**, qui reste principalement mené par les acteurs basés dans les pays bailleurs. L'attrait conceptuel et politique du débat sur l'efficacité de l'aide semble limité dans les gouvernements des pays receveurs d'aide, mais aussi au sein des centres de recherche, think tanks, et de la communauté académique à travers le continent africain. Une conséquence très directe est que les conversations en cours sur ce concept ne reflètent que peu, ou très superficiellement, la nature des modalités d'implémentation de l'aide ou bien l'expérience et les vues de l'administration de l'aide de la part des pays receveurs en ASS.

Le GDN lance ainsi un appel aux équipes de jeunes chercheurs professionnels des pays en voie de développement, et basés dans des institutions africaines, pour définir et proposer des projets de recherche sur l'efficacité de l'aide qui peuvent clairement contribuer à avancer le débat au-delà de ces deux barrières actuelles.

Le projet de recherche se doit d'être directement pertinent dans le débat actuel sur l'efficacité de l'aide – à comprendre dans quelle mesure l'aide versée par un bailleur contribue à faire avancer le développement économique et humain du pays receveur. Il est important que le projet de recherche ne limite pas le niveau d'analyse de l'impact de l'aide aux mesures agrégées de croissance économiques nationales, ni à la définition de l'OCDE-CAD de l'APD (Aide Publique au Développement), et ne doit pas être limité à une évaluation de l'efficacité de l'aide. Les projets peuvent se proposer d'expliquer, questionner ou remettre en cause des données existantes sur l'efficacité de l'aide à la lumière d'une analyse micro des processus d'implémentation de l'aide, d'une immersion dans « ce qui marche » et « ce qui ne marche pas » du point de vue des instruments, processus et modalités de l'implémentation de l'aide utilisés par les bailleurs traditionnels en comparaison avec les nouveaux acteurs non-CAD; d'utiliser des données nationales pour compléter, affiner ou corriger les hypothèses existantes sur le volume et l'efficacité de l'aide dans certains secteurs, dans une perspective historique ou d'économie politique ; d'analyser comment les gouvernement receveurs gèrent et administrent les flux d'aide venant de bailleurs différents au sein d'un même secteur ; et proposer et tester des approches alternatives pour mesurer si l'aide marche ou pas, et pourquoi, en référence à un secteur particulier. Les approches qualitatives et interdisciplinaires sont encouragées.

L'appel à projet demande que les équipes se focalisent sur **un seul secteur** parmi les deux suivants :

- a. Le **secteur agricole** (y compris la productivité, la technologie et l'innovation) ;
- b. Le **secteur de la santé** (y compris développement d'infrastructures, renforcement des systèmes de santé, et provision de services)

Le projet se doit d'adopter une **approche comparative à travers au moins deux pays**, et se concentrer sur l'**Afrique Sub-Saharienne**. Les candidats doivent être en mesure de justifier le choix des pays à la lumière de leurs spécificités historiques, politiques, et de leurs ressemblances (et/ou différences) économiques, y compris au regard de leur expérience comme pays « receveur d'aide » dans le secteur choisi. Enfin, les projets se devront **d'analyser et discuter les modalités de travail des différents bailleurs de fond**

dans le secteur choisi, à travers les deux groupes de bailleurs OCDE-CAD et « non-CAD ».

Les projets devront inclure – mais ne pas se limiter – aux sujets suivants :

- La différence entre bailleurs dans un secteur spécifique peut-elle significativement expliquer des différences de résultats ? Les bailleurs adaptent-ils leurs approches sectorielles selon les spécificités des pays récipients ? Les résultats dans ce domaine sont-ils cohérents à travers différents pays ? La façon dont les bailleurs mettent en œuvre l'aide affecte-t-elle les résultats, et de quelle manière ? Où et comment les bailleurs peuvent-ils collaborer et s'appuyer sur leurs forces respectives dans un domaine spécifique ?
- Comment les gouvernements gèrent-ils l'aide venant de différents bailleurs dans le même secteur ? Quelles données sectorielles sont collectées par les gouvernements nationaux au sujet de la mise en œuvre de l'aide ? Cette collecte offre-t-elle une représentation claire de l'efficacité de l'aide, dans un secteur donné, à travers les différentes approches des bailleurs ? Comment l'information peut-elle aider à une meilleure gestion de l'aide, à travers différents bailleurs, dans un secteur donné ?
- Que peut nous apprendre l'expérience des pays A et B à propos de l'économie politique de l'aide au développement dans un secteur donné ? Dans quelle mesure les bailleurs peuvent-ils influencer l'économie politique de la provision d'aide et sa mise en œuvre dans un secteur donné ? Les résultats dans ce domaine sont-ils cohérents à travers les pays et les bailleurs de fond ?

Financement. Le programme GRC de GDN est une bourse de recherche qui fournit à de jeunes chercheurs professionnels en sciences sociales de pays en développement et en transition un financement et un soutien académique de qualité pour faire de la recherche se concentrant sur les défis de l'aide au développement à travers une analyse comparative parmi de multiples pays. Les équipes de recherche seront de multiples nationalités, et la bourse sera attribuée à une institution de recherche dédiée à continuer et élargir le thème proposé par l'équipe candidate. GDN apportera son appui aux équipes à travers le projet, et ce dès le stade des propositions.

Le programme. Avec le soutien financier de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le GDN a effectué un renforcement des capacités locales de recherche ainsi que la recherche visant les politiques de développement et leur mise en œuvre en ASS. Ce programme a pour but le soutien à l'émergence de voix africaines – sur l'efficacité de l'aide – dans le débat mondial, alors que le point de vue est aujourd'hui principalement avancé par les secteurs académiques et agences des pays bailleurs. Le programme appuie également l'élargissement du débat sur l'aide en ASS à la recherche, et en particulier à des initiatives de coordination entre bailleurs OCDE-CAD et « non-CAD » basées sur de la recherche académique.

Depuis 2015, le programme s'est concentré sur trois priorités spécifiques :

1. Construire des **espaces** et liens pour les experts en développement et les décideurs publiques des pays receveurs d'aide et leur permettre de faire entendre

leurs analyses et recommandations concernant l'amélioration de la coopération entre pays bailleurs OEDC-CAD et « non-CAD » en ASS.

2. Renforcer la **capacité** des acteurs politiques africains et des chercheurs à agir pour offrir des recommandations en termes de politiques de développement auprès des groupes de bailleurs et des gouvernements à travers le continent en matière d'aide au développement ;

3. A travers un effort collaboratif avec le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA), pour développer des capacités pour générer de la **recherche faisant autorité** et informant les priorités stratégiques des bailleurs en ASS, et choisir des sujets tels que l'extrême pauvreté, la sécurité alimentaire, l'analyse et la réforme économiques, le développement agricole, les partenariats public-privé, le commerce international, les investissements nationaux et internationaux.

Eligibilité

Le GDN invite les Expressions d'Intérêt de la part d'équipes de recherche basées dans des universités, institutions indépendantes de recherche, think tanks, réseaux et consortiums en Afrique avec un intérêt pour le renforcement ou le développement d'un agenda de recherche sur l'efficacité de l'aide. Les équipes doivent être composées de chercheurs en début de carrière, de pays en développement, avec une expérience directe dans les pays choisis pour le projet, et qui ont complété des études doctorales en 2011 ou plus récemment. Les équipes doivent être de plusieurs nationalités et peuvent inclure des membres de plusieurs organisations. Chaque équipe ne peut soumettre qu'une seule Expression d'Intérêt et pour un seul sous thème.

Dans les Expressions d'Intérêt, les projets doivent :

- Identifier une **question de recherche** dans un des deux secteurs au choix au regard des publications déjà existantes, définir une **hypothèse** de recherche, et justifier avec des références historiques le **choix de pays**, ainsi qu'identifier les **sources de données**/informations nécessaires, y compris les aspects relatifs à l'accès aux données ;
- Expliquer la **composition de l'équipe**, son intérêt et expérience en matière de recherche sur l'efficacité de l'aide au développement, et ses points forts pour mener à bien le projet de recherche ;
- Présenter et expliquer l'intérêt de **l'institution** à soutenir un plan de recherche novateur en particulier en matière d'efficacité de l'aide, et expliquer comment l'institution sera en mesure de soutenir institutionnellement l'équipe dans leur projet de recherche, si possible au-delà du soutien du GDN.

Contact

Pour toute question au sujet de l'appel à expression d'intérêt et les étapes de candidature, merci de contacter Neha Jagatdeb à njagatdeb@gn.int